

## CHAPITRE II

### LA PHASE CRITIQUE

Disposition générale dans le pays. — L'Union menace Napoléon. — Il abandonne Maximilien. — L'incident Dupin. — On décide de retirer les troupes françaises. — Eloin chez Napoléon. — État d'esprit à Paris. — L'impératrice Eugénie tire son épingle du jeu. — Chute de Hidalgo. — Maximilien presse Bazaine pour la pacification. — Il lui cède en tout. — Fausses nouvelles de l'Union. — « Feuilletons » du Père Fischer sur la Curie romaine. — Mission de Bombelles à Vienne. — Tentative fait pour exciter la Hongrie contre le pacte de famille. — Bazaine a un plein pouvoir. — Promesses du maréchal. — Conseils d'énergie. — Parallèle avec le roi Joseph d'Espagne. — Le contraste avec la vie privée de l'empereur. — Gutierrez doit venir à Mexico. — Il s'en garde bien. — Ses conseils réactionnaires. — Napoléon se défend contre le reproche d'avoir manqué à sa parole. — Il éveille de nouvelles espérances. — Mission de Loysel. — Susceptibilité du couple impérial français. — Réponse irritée de Charlotte. — Loysel abandonne Maximilien. — Rapports de Rességuier de New-York. — Réorganisation de l'armée. — L'Autriche, elle aussi, s'incline devant l'Union. — Le Concordat qu'on n'arrive pas à mettre sur pied. — Versatilité de Napoléon. — Situation militaire désavantageuse. — Difficultés avec le corps de volontaires. — Maximilien désire la garantie collective de l'Europe. — Échec de la mission d'Almonte. — Nouvelles exigences de Napoléon. — Déception de Maximilien. — Il songe à abdiquer. — L'impératrice Charlotte intervient. — Elle veut se rendre auprès de Napoléon et du pape. — Mémoire énergique adressé à son mari. — Elle parle de lâcheté. — Son départ. — La guerre de 1866. — Rupture de Maximilien avec l'Autriche. — Il écoute pourtant Gutierrez. — Bazaine recule au lieu de prendre l'offensive. — La situation militaire est de jour en jour plus menaçante. — Le Père Fischer revient d'Europe.

Maximilien puisa de nouvelles espérances en une solution heureuse, en apprenant que des différends avaient surgi dans le camp ennemi. Le 30 novembre 1865, le temps légal de la présidence de Juarez était écoulé et, d'après la constitution,

si de nouvelles élections étaient impossibles, le pouvoir devait passer entre les mains du président de la haute-cour, Jesus Gonzalez Ortega. Mais Juarez, de sa propre autorité, avait prorogé le temps de sa présidence. Ortega s'y opposa, mais il dut céder devant les contre-mesures énergiques de Juarez. Malgré cela Ortega n'eut même pas l'idée de s'associer à la monarchie, il voulait lui-même devenir président de la République. Les espérances de Maximilien furent donc déçues.

Les rapports de Maury, concernant l'opinion publique, étaient très sombres. Le rapport du 1<sup>er</sup> janvier 1866 (1) disait même que l'opinion publique accusait les ministres de Maximilien de rapacité, de mauvaise volonté et d'incapacité, et disait que le clergé était, après comme avant, une des sources principales de tout le mal.

La situation financière, empirant de jour en jour, était devenue peu à peu une calamité terrible. Malgré cela le gouvernement français, ainsi que les ressortissants français au Mexique, qui se fiaient à la protection de leur patrie, exigeaient toujours de nouveaux paiements du trésor mexicain. Le 4 janvier, un neveu de Jecker s'était présenté à l'empereur pour lui demander le paiement du prochain versement, en se basant sur la convention que Maximilien avait conclue en août 1865 avec Jecker, par l'intermédiaire de Montholon. L'empereur se plaignit auprès de Langlais que ce traité fatal, qu'on lui avait extorqué par ruse et par force, l'obligeât à payer la somme écrasante de 2 millions de piastres et enlevât à l'État tous les fonds nécessaires pour le commencement de l'année. Il essaya d'échapper à l'accomplissement du traité en faisant remarquer que les seuls fonds qui étaient à sa disposition, venaient des emprunts, et que ceux-ci devaient être tenus, dans leur totalité, à la disposition du gouvernement français. Mais le neveu de Jecker insista d'une façon très énergique pour obtenir l'argent. Il prétendait qu'à Paris tout avait déjà été réglé et que le capitaine-trésorier de l'armée française au Mexique devait déjà avoir reçu l'ordre de faire passer les créances de Jecker avant celles du trésor d'État français. Telle était l'audace de ce spéculateur, qui avait été, jusqu'à présent, sou-

(1) Maury à l'empereur Maximilien, 8 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

tenu par des personnages puissants à Paris. Mais entre temps le duc de Morny était mort, Napoléon avait reconnu que les relations de l'État français avec cette maison de banque, assez mal famée, donnaient lieu à des critiques acerbes et Jecker fut lâché. Comme Langlais était aussi très indigné contre Jecker, les 2 millions de piastres (10 millions de francs) ne furent pas payés. C'était assez déjà que l'année précédente 2 millions et demi de pesos (12 660 000 francs) aient disparu dans les caisses de la banque.

Bazaine, quoique accusé de relations intéressées avec Jecker, n'était pour rien dans cette affaire. Le financier était surtout soutenu par Morny et par son homme de confiance, Saligny. Le maréchal pouvait donc avec raison se défendre vis-à-vis de Randon contre de tels racontars. Mais comme il soupçonnait Maximilien d'avoir colporté ce bruit jusqu'à Paris, ce fut encore une nouvelle cause de méfiance entre les deux hommes.

Tandis qu'en 1865 la correspondance entre l'empereur et le maréchal contenait surtout des plaintes de Bazaine (1), à propos de quelques employés de l'Empire, de rédacteurs francophobes, etc., les rôles avaient changé à présent. Dans la première moitié de janvier 1866 l'empereur se plaignit presque chaque jour de la passivité de Bazaine au point de vue militaire. Le maréchal essayait d'expliquer tout naturellement ses ordres d'évacuation par le fait des trahisons d'employés impériaux, du paiement irrégulier des troupes mexicaines et par l'incapacité des « gardes rurales », sorte de gendarmerie locale, que Maximilien avait fondée et que Bazaine combattait. Le maréchal prétendait que ces gardes étaient fondées pour le seul but de soutenir les dissidents (2). Des querelles entre les troupes austro-belges et les troupes mexicaines (3) d'un côté, et entre les premières et les Français de l'autre, ne faisaient que rendre plus désagréable encore la situation.

Maximilien se disait qu'il serait dorénavant obligé d'insister d'une façon plus énergique auprès de Bazaine pour l'amener

(1) Lettres de Bazaine à l'empereur Maximilien, des 22, 24 avril et du 25 septembre 1865. Originaux, Vienne, Archives de l'État.

(2) Maréchal Bazaine à l'empereur Maximilien, 4 et 6 janvier 1866. Originaux, Vienne, Archives de l'État.

(3) Bazaine à l'empereur Maximilien, 9 janvier 1866. Original, Vienne, Archives de l'État.

à poursuivre méthodiquement la pacification si nécessaire du pays. Dans le Michoacan, province qui s'étend à l'ouest de Mexico, jusque vers l'océan Pacifique, ainsi qu'au sud, la situation était devenue spécialement critique. « Que dira-t-on de nous à l'étranger, écrivait Maximilien à Bazaine (1), si l'on apprend qu'à 50 lieues de la capitale une province entière n'a pu être soumise et qu'il s'y trouve une armée républicaine qu'on ne peut réduire? » L'empereur demandait de lui faire part d'urgence des mesures qui seraient prises pour réprimer la révolte et quand commencerait la campagne du Sud.

La lettre du maréchal à la date du 4 janvier, dans laquelle il lui faisait part de nombreuses insurrections dans le pays, ne fit qu'augmenter les soucis de l'empereur, d'autant plus décidé à ne pas céder. Le mépris de la foi jurée, l'esprit invétéré de révolution, ainsi que l'insuffisance numérique des troupes françaises lui paraissaient les causes principales de ces incidents. Toutefois, écrivait l'empereur au maréchal, si ces événements sont fâcheux, et ils ont en effet leur gravité, ils ne nous doivent inspirer aucun découragement. Je sais qu'on ne corrige pas l'esprit de révolution en un jour et que j'ai accepté une tâche singulièrement difficile, mais mon courage est capable d'en supporter le fardeau et j'irai résolument jusqu'au bout (2). »

Pour enlever à Bazaine toute excuse, l'empereur le pria de lui nommer les noms des autorités qui paraissaient déloyales au maréchal et promit de les remplacer par celles qui auront sa confiance. Quant aux « gardes rurales », Bazaine, comme chef suprême de l'armée, avait le droit de les attaquer. Mais s'il croyait qu'un ordre impérial était nécessaire, tous les changements proposés par Bazaine seraient pris en considération. Le reproche de Bazaine sur le paiement irrégulier des troupes agaça sérieusement Maximilien. N'était-ce pas l'armée qui absorbait seule toutes les rentes de l'État et l'avait obligé à laisser de côté toutes les améliorations, même les plus nécessaires?

Mais l'empereur ne voulait pas renoncer à ses illusions.

(1) Empereur Maximilien à Bazaine, Cuernavaca, 5 janvier 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, 6 janvier 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Peut-être, se disait-il, cette nouvelle levée de boucliers n'était-elle qu'une dernière tentative des rebelles pour attirer l'attention des États-Unis. L'armée française la réprimerait, sans doute, comme en 1864, mais cette fois-ci ils ne tromperaient plus sa clémence.

Bazaine répondit par retour du courrier et donna les noms de quelques employés qui ne lui plaisaient pas, entre autres aussi le *Visitador* impérial de la province Michoacan, Hernandez, qui aurait tenu le langage suivant : « L'empereur est plus libéral qu'on ne le pense, il échangerait, s'il en était besoin, le nom d'Empire en celui de République, mais l'empereur ne pourra rien faire tant qu'il aura les bras liés par l'intervention française. » Le maréchal recommanda de recourir en ce cas à des moyens radicaux et de chasser les ministres qui avaient nommé de tels hommes (1).

Tout de suite Maximilien fit savoir à Bazaine (2) que les changements désirés dans les préfectures seraient faits (3).

Le même jour l'empereur reçut la nouvelle de la prise de Bagdad par les juaristes, événement auquel il fut extrêmement sensible, non seulement parce que c'était une honte pour les armes mexicaines, mais aussi parce qu'on donnait par là aux Américains une nouvelle raison de dire que les troupes impériales n'arrivaient pas à se rendre maîtresses de la situation. Maximilien pouvait maintenant dire à Bazaine combien il avait eu raison de toujours exiger la pacification de la frontière du Nord.

Dès lors, Maximilien était fermement résolu de céder à toutes les exigences de Bazaine, afin de lui enlever tout moyen d'hésitation. C'est ainsi qu'il le pria, dès qu'il eut reçu sa lettre, qui contenait des allusions à l'attitude de certains ministres, de lui faire connaître très franchement quelles étaient les personnes dans le ministère qui étaient à ses yeux un obstacle à la pacification du pays (4). De même, au sujet des différends

(1) Maréchal Bazaine à l'empereur Maximilien, 10 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, Alcazar de Chapultepec, 2 janvier 1866. Copie, Vienne, Archives de l'État.

(3) La nomination du préfet Zires et le renvoi de celui d'Aguaascalientes étaient spécialement mentionnés.

(4) Empereur Maximilien à Bazaine, première lettre du 12 janvier 1866.

entre les troupes austro-belges et les troupes mexicaines, Maximilien s'en remit complètement au maréchal.

« C'est là, en effet, un mal déplorable, écrivait l'empereur à Bazaine, et comme le temps des tâtonnements et des demi-mesures est passé sans retour, comme aussi celui des récriminations stériles, je vous charge, comme commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, de rédiger et de soumettre à mon approbation le règlement qui devra à l'avenir faire cesser cette mésintelligence en réglant les rapports et les droits au commandement entre ces différentes troupes, qui sont toutes sous vos ordres absolus. Personne n'est mieux à même que vous de formuler à ce sujet un plan clair et pratique, et personne plus que vous n'en pourra surveiller l'exécution. »

Maximilien autorisa de même, dans les limites des ressources à sa disposition, l'acquisition de vêtements et équipements pour les troupes mexicaines, réclamée par Bazaine, et ceci malgré l'état précaire des finances. Maximilien espérait se réconcilier avec le maréchal en cédant en tout. L'empereur en reconnaissait la nécessité absolue puisque, en réalité, tout dépendait quand même de l'attitude des Français et de leur chef.

Mais un autre incident survint alors qui empoisonna leurs relations. La cause en fut le colonel Dupin, chef de la contre-guerilla, un homme dont la réputation était mauvaise, connu pour sa cruauté et ses nombreuses exécutions, et franchement détesté.

Dupin, sur la demande de Maximilien, avait été envoyé à Paris, à l'automne de 1865, dans l'espoir que le ministre de la guerre l'y retiendrait. Mais Dupin sut se procurer une audience auprès de l'empereur et lui parla d'une façon si énergique de la possibilité de pacifier le Mexique avec quelques milliers de gendarmes et une « sévérité excessive », — c'est ainsi qu'il appelait ses exécutions, — que Napoléon le renvoya au Mexique. Maximilien avait regardé comme un ordre formel la demande adressée à Bazaine, pour que Dupin fût relevé de ses fonctions.

Lorsque Dupin réapparut au Mexique, l'empereur y vit une désobéissance préméditée et exprima immédiatement à Bazaine son étonnement à propos du retour du colonel et il voulut savoir les raisons qui avaient empêché qu'on suivit les instructions

impériales (1). Maximilien savait combien Dupin était haï dans tout le pays et, lors de la réception du 15 janvier 1866, devant tous les diplomates, il adressa au Français Dano les paroles suivantes : « J'avais défendu le retour au Mexique du colonel Dupin et je compte que mes ordres soient exécutés. C'est la première fois depuis que je suis empereur qu'on me désobéit ; je veux qu'on m'obéisse et je pourrai faire en sorte qu'on le fasse. Dites cela au maréchal de ma part (2). »

Bazaine avait adressé le même jour ses excuses à l'empereur Maximilien et lui avait dit que le retour de Dupin était la suite d'un ordre du ministre de la Guerre, Randon. Mais lorsqu'il apprit par Dano la réprimande officielle dont il avait été l'objet de la part de l'empereur, il se ressaisit et répondit une lettre très énergique au monarque (3), dans laquelle il fit comprendre à l'empereur que Napoléon serait mis au courant de ce qui s'était passé. Bazaine se plaignit aussi à l'ambassadeur comte Thun de ce que l'empereur lui créait toutes sortes de difficultés pour le règlement des affaires courantes. Thun pensait bien que l'empereur ne voulait pas simplement être « l'homme de paille » de Bazaine (4). Le baron de Lago, le successeur du comte Thun tombé malade bientôt après, rapportait, par contre, que Bazaine s'efforçait autant que possible d'exploiter la position du gouvernement impérial à son avantage et de rendre le souverain dépendant de lui. Lago attribuait à cette situation la résistance à propos de la mise sur pied de l'armée et la guerre tacite, qui régnait entre le maréchal et les autorités civiles et militaires du Mexique (5).

L'empereur insista quand même pour que le maréchal prît enfin une décision. Il ne restait plus rien à faire à Bazaine que de motiver une bonne fois en détail son attitude et de dire ses projets pour l'avenir. Bazaine pouvait déjà avoir compris par la lettre de Napoléon du 29 novembre 1865, arrivée à

(1) Empereur Maximilien à Bazaine, deuxième lettre du 12 janvier 1866.

(2) Tiré du rapport de l'ambassadeur d'Autriche comte Thun au comte Mensdorff, du 17 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

(3) Voir GAULOT, II, p. 221.

(4) Comte Thun au comte Mensdorff, Mexico, 18 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

(5) Baron de Lago au comte Mensdorff, Mexico, 26 avril 1866. Vienne, Archives de l'État.

Mexico les premiers jours de janvier, que les troupes françaises ne resteraient plus longtemps au Mexique. D'autant plus surprenante est la lettre qu'il adressa à Maximilien le 19 janvier 1866 (1).

« Lorsque les troupes, y disait-il, auront reçu tous les contingents qui leur arrivent de France et seront organisées pour entrer à nouveau en campagne, mon intention est de les mettre en mouvement à la fois sur tous les points de l'empire et Votre Majesté verra alors que la question militaire au Mexique n'est pas celle qui la préoccupe le plus. »

Bazaine motiva son « inaction actuelle » par le fait qu'il était forcé de donner un temps de repos aux troupes surmenées, qui « doivent indéfiniment courir à droite et à gauche après les bandes de guérillas qui fuient toujours ». Ensuite il fit appel à la nécessité d'être prudent en face de l'attitude menaçante des États-Unis. Il devait également se conformer aux instructions de son souverain.

Maximilien venait justement d'apprendre la diminution projetée de l'armée française et avait, entre autres, entendu dire à différents commandants français que les divisions qu'ils commandaient seraient bientôt dirigées vers la capitale. Dans de telles circonstances « l'assurance formelle » du maréchal de mettre bientôt « en mouvement ses troupes sur tous les points de l'empire » fut une grande satisfaction pour l'empereur. La mauvaise situation militaire avait été dans les derniers temps son souci principal, car il se disait que la grande majorité du pays espérait la fin des luttes civiles, et voici qu'elles se prolongeaient indéfiniment, sans qu'on pût jouir de l'ordre et de la paix. « L'enthousiasme d'un grand nombre a fait place à l'indifférence et l'indifférence à la haine chez quelques-uns. » Maximilien fit, dans sa réponse à Bazaine, comme si le gouvernement de Washington lui avait fait comprendre la nécessité de dégager les frontières du Nord. Il ne put se défendre de lui dire en outre qu'il n'y aurait pas eu tant de soulèvements dans l'intérieur du pays si on n'avait pas renvoyé des troupes, sacrifiant à l'opinion publique en France. Maintenant qu'on l'avait fait, cette opinion n'avait pourtant pas

(1) Bazaine à l'empereur Maximilien, 19 janvier 1866. Original, Vienne, Archives de l'État. La lettre n'est pas mentionnée par Gault.

changé. « Quoi qu'il en soit, disait en terminant l'empereur (1), je me repose entièrement sur votre promesse de terminer bientôt la question militaire. Je sais que nul mieux que vous n'est plus à même de terminer cette tâche difficile et je vous exprime dès à présent mes sincères remerciements. »

En ce temps-là Maximilien reçut de bonnes nouvelles du comte Rességuier, de nouveau en mission à l'étranger. Le comte avait gagné à New-York l'assurance que les dangers qui menaçaient l'empire de la part de l'Union diminuaient de jour en jour et ne seraient bientôt plus qu'un « fantôme » si des incidents inattendus ne venaient pas changer le développement espéré. « Des politiciens et des personnages en vue, rapportait-il, ont parlé à différentes occasions avec une franchise qui montre distinctement qu'on commence à regarder aux États-Unis l'affaire du Mexique d'une façon objective et à en parler de même (2). »

Tout comme l'empereur se réjouissait du jugement optimiste sur l'opinion des États-Unis, il espérait bientôt avoir de bonnes nouvelles de la question du concordat. Il ne lui avait pas suffi d'envoyer à Rome une commission de trois membres et le père Fischer, il fit encore suivre un certain M. de Guillemard de Madrid, muni d'une lettre de recommandation pour le Saint-Père. « Il doit, disait l'instruction à son sujet, avant tout découvrir à la cour papale ces personnalités puissantes et agissant secrètement, qui rendent possibles bien des solutions derrière le dos des fonctionnaires officiels (3). »

Fischer jouissait toujours de la pleine confiance de l'empereur. Ce Jésuite perspicace, bien que personnellement fort douteux, avait, lors de son passage à New-York, en octobre 1865, vu bien plus clair que les autres agents qui y demeuraient déjà depuis longtemps et il était arrivé à cette conclusion qu'une guerre entre le Mexique et l'Union était à peu près inévitable (4). Mais Maximilien, malgré son respect pour le père

(1) Empereur Maximilien à Bazaine, 23 janvier 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Comte Ollivier Rességuier à l'empereur Maximilien, 8 janvier 1866. Vienne, Archives de l'État.

(3) Père Fischer à l'empereur Maximilien, New-York, 18 octobre 1865. Vienne, Archives de l'État.

(4) Empereur Maximilien à Bazaine, 12 janvier 1866, brouillon (première lettre de ce jour). Vienne, Archives de l'État.

Fischer, prêtait plus volontiers l'oreille aux rapports favorables qui lui venaient de Madrid.

Arrivé à Rome, le Père obtint immédiatement une audience du pape (1). Sa Sainteté se montra persuadée des bonnes intentions de l'empereur et de la nécessité imminente de réformes, mais celles-ci devaient venir de la part du Saint-Siège et non de la part de l'empereur. Quant à la commission, le pape regrettait de devoir dire que, vu les principes développés au nom de l'empereur, il n'y avait rien à espérer.

Le père Fischer entra alors en négociations avec les cardinaux Antonelli et Franchi. Ses rapports à propos de la situation sont interminables et très colorés. Il savait les assaisonner par des anecdotes et des racontars et mettre en vue sa personne et ses capacités, quoique en réalité sa position à Rome fût fort douteuse. La commission officielle mexicaine le regardait naturellement avec méfiance et l'entourage du pape n'avait non plus en cet homme, au passé mouvementé, grande confiance, au contraire de ce qu'il voulait faire croire à son empereur. Mais celui-ci se laissa complètement prendre à l'habileté du Père. « Chaque ligne, lui écrivit Maximilien en réponse à une longue lettre datée du 26 janvier 1866, était pour moi du plus grand intérêt et vraiment instructive, car vos paroles font percevoir une vivacité d'esprit et une connaissance de cause qui sont admirables (2). »

L'empereur l'assurait qu'il avait lu avec plaisir la façon superbe dont il avait caractérisé la situation à Rome. Il avait choisi la commission envoyée jadis à Rome de façon à être capable de préparer le terrain pour « un travailleur de sa capacité et d'un esprit si lucide ».

Tranquillisé par la promesse de Bazaine et par le rapport de Rességuier, et confiant dans une solution prochaine avec Rome, Maximilien s'était retiré à Cuernavaca pour s'y remettre de ses fatigues. C'était un lieu idyllique, qui, disait-il, surpassait en beauté presque tout ce qu'il avait vu de splendide sur la terre. « Imaginez-vous, écrivait-il à sa vieille amie, la baronne

(1) Père Fischer à l'empereur Maximilien, Rome, 28 novembre 1865. Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien au père Fischer, Chapultepec, 8 mars 1866, Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Binzer (1), une large vallée bénie du ciel, qui s'étend à vos pieds telle qu'une coupe en or, entourée de chaînes de montagnes aux formes les plus audacieuses, qui s'échelonnent devant vos yeux sous les couleurs les plus ravissantes, du rose le plus pur, de la pourpre, du violet jusqu'au bleu d'azur le plus prononcé. Les unes dentelées et accidentées, tours de rochers, empilés les uns sur les autres, telles que les côtes de la Sicile, pays de légendes; d'autres élevées et couvertes de forêts, telles que les montagnes de la Suisse, et derrière tout cela les cimes couvertes de neige, des volcans gigantesques se dessinant sur le bleu limpide du ciel. Dans la coupe d'or, imaginez-vous en toutes saisons, ou, pour mieux dire, toute l'année, car ici il n'y a pas de saisons, une abondance de végétation tropicale avec ses parfums enivrants, ses fruits délicieux et avec cela un climat doux comme un mois de mai en Italie, et une population belle, aimable et franche.

« Dans cette vallée enchantée, à quelques heures de la capitale, nous vivons, au milieu d'un jardin délicieux, dans une quinta (2) riante et modeste.

« Le jardin vieux style est traversé de superbes tonnelles sombres, couvertes de roses-thé toujours en fleurs. D'innombrables fontaines rafraîchissent la température sous les couronnes ombrageuses des orangers et des mangliers centenaires. Sur la terrasse qui longe nos chambres, nos jolis hamacs sont suspendus, et tandis que des oiseaux multicolores nous chantent leurs chansons, nous nous plongeons dans de douces rêveries. Ici, à Cuernavaca, nous menons pour la première fois la véritable vie des tropiques. Il est vrai que je ne puis pas en jouir longtemps, car sous peu les affaires me rappelleront à la capitale. » L'empereur séjournait à Cuernavaca avec sa femme, le petit Iturbide et la tante de ce dernier. Dès qu'il était loin du trouble de la capitale, il était heureux et de bonne humeur et s'adonnait à la jouissance de la belle nature. Son amour pour les animaux et les plantes était touchant. Il pouvait observer pendant des heures entières les colibris qui avaient fait leur nid juste sous ses fenêtres et, comme on voulait les enlever, il le défendit.

(1) Empereur Maximilien à la baronne Binzer, 3 février 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Maison de campagne.

Maximilien éprouvait le besoin de montrer à la vieille Europe qu'il ne regrettait rien et qu'on ne pouvait pas comparer les conditions sur le nouveau continent avec les conditions arriérées du vieux monde.

« Je puis dire en toute vérité, écrivait-il une fois au comte Hadik (1), que j'ai bien choisi ma part, et pour rien au monde je ne voudrais renoncer à ma situation actuelle pour reprendre celle de jadis. Je lutte avec des difficultés et des obstacles, mais j'aime le combat, et la vie au Mexique en vaut la peine. Sur ce continent on récolte pour ses labeurs du moins une chose, que je n'ai pas connue en Europe, la reconnaissance. On y trouve ce que je cherchais vainement autrefois, l'approbation. Avec cela la vie ici est bien plus agréable, elle est libre et sans entraves. On ne connaît pas tout ce fatras de la vieille Europe affaiblie. Ici chacun est l'artisan de son propre bonheur, de sa propre existence. Celui qui travaille jouit, celui qui ne fait rien succombe. Le pays et le peuple sont bien meilleurs que leur réputation et vous seriez étonné comme nous sommes devenus, l'impératrice et moi, de véritables Mexicains et quelle vie agréable nous menons parmi ce peuple. Que les journaux européens ne le comprennent pas, je le trouve tout naturel, car la mesure leur manque, mais nous, enfants du nouveau continent, nous nous en moquons, nous disons *adelante* (go ahead) et nous regardons la pauvre vieille Europe, au cœur étroit, par-dessus l'épaule. Les Européens ne peuvent pas prendre leur parti qu'on puisse se trouver sur notre continent mieux, plus fort, et que la vie y soit plus agréable que sur le vieux continent, et c'est la cause de la malveillance et de l'envie. Si vous pouviez voir vos anciens amis émigrés, mon brave Hadik, vous ririez. Votre archiduc plus fort et plus robuste que jadis, avec une grande barbe descendant jusque sur la poitrine, une moustache qui ferait l'envie de tout Hongrois, mais aussi avec une légère calvitie à la Hadik. Vous me verriez, travaillant dix à douze heures par jour, présidant au conseil des ministres, au conseil d'État, à l'organisation de l'armée, aux séances du clergé, et parlant couramment et élégamment l'espagnol, occupé le reste du temps par des

(1) Empereur Maximilien au comte Hadik, Cuernavaca, 8 février 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

audiences ou m'envolant sur le dos d'un cheval fougueux, comme un vrai *Ranchero* ; et ma chère moitié, fraîche et gaie, fidèle et partageant consciencieusement tous les dangers, toutes les fatigues de son mari parcourant sans relâche de vastes parties de notre territoire. Schaffer, ne parlant presque plus que l'espagnol, le grand *sombrero* sur la tête, marié avec une délicieuse et belle Mexicaine de seize ans et bientôt père, règne comme préfet sur le jardin et le château de Chapultepec. Il s'est fait une renommée comme cavalier brillant et audacieux. Günner est le lion de la capitale et cherche une fiancée couverte d'or parmi les cercles les plus riches et les plus élégants. Le vieux Kuhacs, rond comme un tonneau, en costume national et sur un coursier fougueux, excite l'admiration de la population qui le voit presque chaque jour traverser au galop, avec des écrits importants, les boulevards entre Chapultepec et le palais national. Sa meilleure moitié est devenue une véritable créole, deux fois plus forte que jadis, fraîche et florissante de bien-être. Elle ne fait plus que se balancer dans son hamac, à l'ombre rafraîchissante des orangers, en donnant avec son éventail, aux nombreux serviteurs, des ordres muets. Ursula, la grande Ursula, l'ancienne *mandriera* par excellence, a également changé de peau. En crinoline imposante elle commande avec une rare énergie à un petit nombre d'Indiens et d'Indiennes respectueux. Avec cela tout le monde est gai et plein d'espoir et, chose principale, on vit comme si on n'avait jamais vécu autrement. »

Cette description de la vie par l'empereur ne cadrerait guère avec celles que faisaient les susdites personnes. Mme Kuhacsevic surtout avait, comme nous l'avons vu, une tout autre idée sur la vie là-bas que l'empereur. En recevant des descriptions telles que Maximilien les donnait de la vie à la cour impériale, on devait avoir l'impression que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Tel était l'état d'esprit de l'empereur dans ce ravissant Cuernavaca. Il n'était nullement en humeur d'avoir recours à cette sévérité rigoureuse, qu'on demandait toujours de lui et qu'il semblait avoir voulu adopter en publiant le décret du 3 octobre. Suivant les espérances qui le remplissaient, il se défendait de toutes ses forces contre « l'énergie » recommandée par Napoléon et les Français du Mexique. Car « énergie » en

ce cas était synonyme de « pendre », et ceci était tellement peu dans le caractère doux de Maximilien qu'il se défendait contre l'application rigoureuse du décret. Il cherchait par tous les moyens à en diminuer la rigueur. Mais les officiers français de son entourage, instruits par le quartier général dans le sens de Napoléon, cherchaient toujours à pousser l'empereur à être énergique. Le capitaine Pierron proposa à ce sujet une méthode originale. C'était un homme intelligent et noble de caractère, plein de véritable sympathie pour Maximilien dont il dirigeait, en l'absence de Loysel, le secrétariat militaire, créé à la place du cabinet militaire. Il croyait vraiment faire de son mieux en conseillant à Maximilien la sévérité. Maximilien lui donna raison et entra dans l'idée lancée par Pierron de déporter les éléments mauvais pour remplacer la « si triste peine de mort (1) ». Pierron en appelait à l'histoire. Il cherchait des analogies historiques pour la situation de Maximilien et les trouvait dans la position de Joseph, frère de Napoléon I<sup>er</sup>, alors qu'il était roi d'Espagne. Là aussi il s'agissait de vouloir donner à un peuple libéral et national, ennemi de tout joug étranger, un roi d'une autre nationalité, qui n'avait pas de partisans parmi le peuple et ne pouvait s'appuyer que sur les baïonnettes françaises.

Napoléon I<sup>er</sup> avait, lui aussi, recommandé de l'énergie au roi Joseph, mais il n'avait pas choisi cette expression élégante de son bien moins grand neveu, mais conseillé clairement la potence, le fusil et les galères. Pierron choisit les passages similaires dans les lettres les plus énergiques de Napoléon I<sup>er</sup> (2) et les soumit à l'empereur avec le titre : « Choix de lectures pour Sa Majesté l'empereur Maximilien, » en y ajoutant cette devise : « Les noms changent, les lieux changent, mais le cœur humain reste toujours le même. »

Ainsi Maximilien lisait, dans la lettre de Napoléon I<sup>er</sup> adressée au roi Joseph, de Valladolid le 12 janvier 1809, les passages suivants :

(1) Empereur Maximilien à Pierron, 14 mars 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, IX, p. 549; Léon LEGESTRE, *Lettres inédites de Napoléon I<sup>er</sup>*, Paris, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1897. *Mémoires et correspondance du roi Joseph* (baron DU CAZE), Paris, 1853-1855.

« L'opération qu'a faite Belliard (1) est excellente. Il faut faire pendre à Madrid une vingtaine des plus mauvais sujets. Demain j'en ferai pendre ici sept, connus pour tous les excès et dont la présence affligeait les honnêtes gens, qui les ont dénoncés secrètement et qui reprennent du courage en s'en voyant débarrassés. Si l'on ne débarrasse pas Madrid d'une centaine de ces boute-feux, on n'aura rien fait. Sur ces cent, faites-en pendre ou fusiller quinze et envoyez le reste en France aux galères. Je n'ai eu de tranquillité en France et je n'ai rendu de la confiance aux gens de bien qu'en faisant arrêter deux cents boute-feux assassins de Septembre, et en les envoyant dans les colonies. Depuis ce temps l'opinion dans la capitale a changé comme au coup de sifflet. »

Dans la seconde lettre, écrite quatre jours plus tard, on pouvait lire : « La cour des Alcades de Madrid a acquitté ou seulement condamné à la prison une trentaine de coquins que Belliard avait fait arrêter; il faut nommer une commission militaire pour les juger de nouveau et faire fusiller les coupables. Donnez l'ordre sur-le-champ que les membres de l'Inquisition et ceux du conseil de Castille, qui sont détenus à la Porcelaine, soient transférés à Bayonne, ainsi que les cent coquins que Belliard a fait arrêter.

Les cinq sixièmes de Madrid sont bons, mais les honnêtes gens ont besoin d'être encouragés, et ce ne peut être qu'en les protégeant contre la canaille (2).

Ici ils ont fait l'impossible pour obtenir la grâce des bandits qui ont été condamnés. J'ai refusé, j'ai fait pendre, et j'ai su depuis qu'au fond du cœur on avait été bien aise de n'avoir pas été écouté. Je crois nécessaire que votre gouvernement, dans les premiers moments surtout, montre un peu de vigueur contre la canaille.

La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint et la crainte de la canaille peut seule vous faire aimer et estimer de toute la nation. »

Pierron étendait encore l'analogie, qui devait être un aver-

(1) Augustin-Daniel, comte de Belliard, général français et à cette époque gouverneur de Madrid.

(2) En marge de ce passage Pierron écrivait : « C'est littéralement ce qui se passe au Mexique. Si on a institué les cours martiales, il est rationnel de les laisser agir. »